



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2003/L.14/Rev.1
24 avril 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 7 de l'ordre du jour

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

**Malaisie (au nom des États membres du Mouvement
des pays non alignés): projet de résolution**

2003/... Le droit au développement

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, qui a confirmé que le droit au développement est un droit inaliénable de l'être humain et l'égalité des chances en matière de développement une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent, et le fait que l'être humain est le sujet central du développement et son principal bénéficiaire,

Rappelant également toutes ses précédentes résolutions sur le droit au développement, en particulier sa résolution 1998/72 du 22 avril 1998 dans laquelle elle a fait état de la nécessité pressante de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement exposé dans la Déclaration sur le droit au développement,

Réaffirmant les conclusions que le Groupe de travail sur le droit au développement a adoptées à sa troisième session (E/CN.4/2002/28/Rev.1, chap. VIII) et la nécessité d'en assurer effectivement le suivi et l'application,

Constatant que le Groupe de travail sur le droit au développement est l'unique instance mondiale s'intéressant au droit au développement qui ait pour mandat de suivre et de passer en revue les progrès accomplis aux niveaux national et international dans la promotion et la mise en œuvre du droit au développement exposé dans la Déclaration sur le droit au développement, en formulant des recommandations à ce sujet ainsi qu'en analysant plus avant les obstacles qui en empêchent le plein exercice, en se consacrant tous les ans à l'examen d'engagements particuliers figurant dans la Déclaration,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme intitulé «Le principe d'équité: son importance et son application aux niveaux national et international» (E/CN.4/2003/25), qui contribue aux débats de la Commission et du Groupe de travail,

Prenant note de la démarche adoptée par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme dans son rapport au Groupe de travail (E/CN.4/2003/7), en établissant les liens qui conviennent entre les conclusions de fond adoptées par les principaux sommets et conférences des Nations Unies dans les domaines économique et social,

Reconnaissant la contribution précieuse apportée par l'expert indépendant sur le droit au développement dans son cinquième rapport au Groupe de travail (E/CN.4/2002/WG.18/6) et l'étude préliminaire concernant l'incidence des questions économiques, financières et commerciales internationales sur l'exercice des droits de l'homme (E/CN.4/2003/WG.18/2),

Déplorant que le Groupe de travail sur le droit au développement à sa quatrième session ne soit pas parvenu à une conclusion, notamment sur l'application des conclusions adoptées à sa troisième session, tout en tenant compte des vues et observations du Président-Rapporteur,

1. *Juge* important de maintenir la volonté et l'engagement politiques de tous les membres du Groupe de travail sur le droit au développement en vue de la réalisation de son mandat;

2. *Prie* la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme d'établir un cadre conceptuel définissant des options en vue de la mise en œuvre du droit au développement, ainsi que les moyens de les mettre en pratique, notamment une norme juridique internationale de caractère contraignant, des lignes directrices relatives à la mise en œuvre du droit au développement et des principes applicables à un partenariat pour le développement, sur la base de la Déclaration sur le droit au développement, y compris les questions que tout instrument de ce type pourrait prendre en compte, à soumettre à la Commission à sa soixante et unième session pour examen et évaluation des possibilités de mettre en pratique de telles options;

3. *Prie également* la Sous-Commission de tenir compte à cet égard des conclusions de toutes les principales réunions au sommet et réunions ministérielles des Nations Unies et autres réunions de portée mondiale tenues dans les domaines économique et social, ainsi que des conclusions adoptées à la troisième session du Groupe de travail sur le droit au développement et figurant dans son rapport (E/CN.4/2002/28/Rev.1);

4. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'apporter une assistance à la Sous-Commission dans ses travaux relatifs à l'établissement du cadre conceptuel en communiquant des études sur les politiques et programmes bilatéraux et multilatéraux existants, en vue de recenser les enseignements à retenir, les meilleures pratiques et le rôle que les acteurs intéressés, notamment les institutions nationales de défense des droits de l'homme, pourraient jouer dans l'instauration et la mise en œuvre du partenariat pour le développement;

5. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser un séminaire de haut niveau de deux jours immédiatement avant la prochaine session du Groupe de travail et dans le cadre des 10 jours ouvrables qui lui sont alloués, en invitant tous les acteurs intéressés œuvrant dans les domaines des droits de l'homme, du commerce, des finances et du développement, afin d'examiner et de définir des stratégies efficaces visant à intégrer le droit au développement dans les politiques et activités opérationnelles des principales organisations et institutions internationales, et en tant que contribution aux travaux de la Sous-Commission relatifs au projet de cadre conceptuel;

6. *Prend note* des rapports les plus récents de l'expert indépendant et prie celui-ci de collaborer activement avec la Sous-Commission à l'établissement du projet de cadre conceptuel;

7. *Prie* l'expert indépendant d'approfondir, en concertation avec tous les organismes compétents des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, son examen des éléments mentionnés dans son étude préliminaire sur l'incidence des questions économiques et financières internationales sur l'exercice du droit au développement, en analysant notamment les efforts et moyens actuels permettant d'évaluer et de mesurer cette incidence, en privilégiant en particulier la question et l'impact du transfert de technologies, et de présenter un rapport au Groupe de travail sur le droit au développement à sa prochaine session;

8. *Prie* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de fournir tout l'appui administratif et toutes les ressources financières et humaines nécessaires à la Sous-Commission et à l'expert indépendant pour mener leurs travaux concernant le projet de cadre conceptuel;

9. *Décide* de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail et d'en convoquer la cinquième session avant sa soixantième session, pour une période de 10 jours ouvrables, afin d'examiner les résultats du séminaire et les nouvelles activités à mener dans le cadre de son mandat;

10. *Décide* d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du droit au développement en tant que question prioritaire à sa soixantième session;

11. *Recommande* au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant:

«Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2003/... de la Commission des droits de l'homme en date du ... avril 2003, décide d'approuver la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement et d'en convoquer la cinquième session avant sa soixantième session pour une période de 10 jours ouvrables.».
